



L'économiste décrypte la dette intérieure du Cameroun, parle l'accélération de la décentralisation évoquée par le chef de l'Etat et propose des solutions pour améliorer l'exécution du budget d'investissement public en 2018.

Que peut faire l'Etat pour améliorer l'exécution du budget d'investissement public en 2018 ?

Les tares et les travers de notre système de finances publiques sont connus depuis belle lurette. D'un côté les obstacles liés à la performance personnelle des fonctionnaires chargés d'exécuter le budget ; à cet égard il faut donner un bon coup de pied dans la fourmilière, l'Epervier a été créé par le Chef de l'Etat pour cette fin; ensuite il faut renforcer les capacités de ceux qui seront maintenus à leurs postes. Côté institutionnel, il est temps d'appliquer le principe de subsidiarité, principe qui sous-tend la stratégie de décentralisation que le gouvernement camerounais a adopté du bout des lèvres seulement.

Vous êtes sévère car nous avons entendu la voix la plus autorisée affirmer que 2018 sera l'année de l'accélération de la décentralisation....

Détrompez-vous le système de pouvoir Rdpc est plus concentré que jamais. Le gouvernement fait semblant d'adopter la décentralisation mais aussitôt publie la liste des projets de l'Ouest et

sur cette liste figure un projet d'un montant de 250.000 francs pour acheter la table et la chaise du maître de CM2 dans une école sise à Balesseng; s'il faut que le ministre à Yaoundé décide sur 250.000 francs, le Conseil municipal est là pour quoi alors ? Pourtant la mairie de Balesseng est tenue par le parti au pouvoir d'ailleurs Balesseng est le village du Secrétaire général du Rdpc. Et demain le Conseil général fera quoi si c'est le ministre à Yaoundé qui doit décider sur deux cent cinquante mille francs, avec toutes les étapes bureaucratiques que l'on sait et qui freinent l'exécution du budget..... même si les conseils généraux sont élus en 2018 la concentration a encore de beaux jours devant elle.

Est-il possible d'entrevoir l'avenir des PME sans le paiement de la dette intérieure ?

Par rapport à la dette due aux PME, leur compte est vide à la Caisse autonome d'amortissement et n'a plus été alimenté depuis le 27 novembre 2017. Paraitrait que le gouvernement comptait sur l'émission de Bons du Trésor en décembre dernier mais au final cette émission a lamentablement échoué tout comme l'émission des fameux Eurobonds dont on nous a rabattu les oreilles il y a deux - trois ans. Pendant ce temps l'émission de Bons du Trésor du Gabon en décembre dernier a parfaitement réussi. Dans le passé en 1995 j'ai eu la responsabilité de formuler la solution qui a été appliquée pour l'apurement de la dette intérieure, précisément la dette sociale de l'Etat, par le biais d'émissions de Bons du Trésor ; l'opération a réussi et la dette en cause a été apurée. Cette catégorie incluait les rappels et avancements des fonctionnaires et également les indemnités émanant des procédures d'expropriation pour travaux publics. Donc cela me fait mal aujourd'hui de voir que les chantiers chers au Chef de l'Etat et importants pour notre avenir, sont bloqués pour faute d'indemnisation préalable des ayants-droits, or que la solution existe. Une émission d'obligations ou de Bons du Trésor serait donc utile en 2018 pour ne pas hypothéquer l'avenir des PME prestataires de l'Etat.

On nous dit que les grands travaux sont financés par EximBank chinois, ou encore la Deutsche Bank, alors pour le blocage ?

EximBank finance à hauteur de 90%, donc il faut 10% d'apport personnel ; or en novembre dernier, un vice-ministre chinois est venu ici pour la revue du portefeuille des projets de la Chine au Cameroun ; à cette occasion on a constaté pour le regretter qu'une dizaine de projets sont à l'arrêt tantôt par manque d'apport personnel de l'Etat tantôt pour les problèmes d'indemnités des expropriations ; les travaux des autoroutes de Kribi et de Yaoundé souffrent ainsi. Regardez encore par exemple le gouvernement a emprunté vingt milliards francs à la BGFI pour financer l'apport personnel du prêt de la construction du stade en vue de la CAN 2019 ; mais voilà que le Trésor public est incapable d'honorer l'échéance d'intérêt d'un milliard Francs sur cet emprunt. Or le Chef de l'Etat a pris un engagement personnel qu'on sera prêt à temps pour la CAN 2019 !